ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 12 octobre 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "pris en exécution de l'article 23 du règlement (C.E.E.) n° 1463/70 du Conseil des Communautés européennes du 20 juillet 1970 concernant l'introduction d'un appareil de contrôle dans le domaine des transports par route", a donné le 7 juin 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e oktober 1981 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "genomen in uitvoering van artikel 23 van de verordening (E.E.G.) nr. 1463/70 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 20 juli 1970 betreffende de invoering van een controleapparaat bij het wegvervoer", heeft de 7e juni 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet a pour objet de fixer les dispositions réglementaires nécessaires à l'exécution du règlement (CEE) n° 1463/70, du 20 juillet 1970, concernant l'introduction d'un appareil de contrôle dans le domaine des transports par route, règlement modifié par les règlements n° 1787/73, du 25 juin 1973, et n° 2828/77, du 12 décembre 1977.

Il se fonde sur la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer et par voie navigable, et sur la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure.

II. L'arrêté en projet ne se borne pas à fixer les dispositions nécessaires à l'exécution du règlement (CEE) n° 1463/70; à maintes reprises, il en reproduit des dispositions.

Cette méthode est critiquable, non seulement parce que le règlement (CEE) est directement applicable et qu'il est donc inutile d'en reprendre des dispositions, mais surtout parce qu'elle réunit dans un même arrêté royal des dispositions qui relèvent de la compétence du Roi et d'autres qui relèvent de la compétence du Conseil des Communautés européennes.

Il conviendrait de ne maintenir dans le projet que les dispositions nécessaires à l'exécution du règlement.

.../...

Le fonctionnaire délégué a marqué son accord sur cette méthode et sur les textes proposés.

+

INTITULE.

Le texte suivant est proposé :

"Arrêté royal portant exécution du règlement (CEE) n° 1463/70 du Conseil des Communautés européennes du 20 juillet 1970 concernant l'introduction d'un appareil de contrôle dans le domaine des transports par route".

PREAMBULE.

L'alinéa 2 est superflu et doit être omis.

Les alinéas 4, 5 et 6 doivent être rédigés de la manière suivante :

"Vu la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesures, notamment les articles 12 et 15;

Vu le règlement (CEE) n° 543/69 du Conseil des Communautés européennes du 25 mars 1969 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route, modifié par les règlements (CEE) n° 514/72

.../...

du 28 février 1972, n° 515/72 du 28 février 1972, n° 2827/77 du 12 décembre 1977 et n° 2829/77 du 12 décembre 1977;

Vu le règlement (CEE) n° 1463/70 du Conseil des Communautés européennes du 20 juillet 1970, concernant l'introduction d'un appareil de contrôle dans le domaine des transports par route, modifié par les règlements (CEE) n° 1787/73 du 25 juin 1973 et n° 2828/77 du 12 décembre 1977;".

DISPOSITIF.

Le texte suivant est proposé pour l'ensemble des dispositions :

"Article 1er.-

Tous les véhicules automobiles immatriculés en Belgique et affectés à un transport par route de voyageurs ou de marchandises doivent être équipés d'un appareil de contrôle, dénommé "tachygraphe", dont les mesures apparaissent sur une feuille d'enregistrement.

L'alinéa 1er n'est pas applicable aux véhicules automobiles mentionnés à l'annexe I.

Article 2.-

§ 1er. Pour l'application du chapitre II du règlement n° 1463/70 du 20 juillet 1970 du Conseil des Communautés européennes concernant l'introduction d'un appareil de contrôle dans le domaine des transports par route, modifié par le règlement

.../...

(CEE) n° 2828/77 du 12 décembre 1977, et dénommé ci-après "Le règlement", la demande d'homologation d'un modèle de tachygraphe ou de feuille d'enregistrement est introduite par le fabricant ou son mandataire auprès du Ministère des Affaires économiques, service de la Métrologie.

La demande est accompagnée des documents descriptifs qui permettent de vérifier la conformité du modèle aux prescriptions du règlement.

§ 2. Le Ministre des Affaires économiques accorde, suspend ou révoque l'homologation. Il délivre la marque d'homologation visée à l'article 8 du règlement.

Article 3 (article 3, § 2, du projet).

La plaquette visée au chapitre V de l'annexe I du règlement porte les mentions suivantes :

- nom, adresse et numéro d'agrément de l'installateur;

- le numéro d'homologation du tachygraphe;

- la pression des pneumatiques exprimée en bars;

- la dimension des pneumatiques des roues motrices;

- la circonférence effective moyenne des pneumatiques des roues motrices exprimée en millimètres;

.../...

- le coefficient caractéristique du véhicule, éventuellement corrigé (+ 1 p.c.) pour véhicules non carrossés ou tracteurs;

- le rapport du double pont s'il y a lieu;

- le cas échéant, la valeur des pignons de réglage de l'adaptateur;

- la date du relevé du coefficient caractéristique du véhicule et du mesurage de la circonférence effective des pneus des roues motrices.

Peuvent seules être utilisées les plaquettes d'installation dont le modèle a été approuvé par le Ministre des Affaires économiques et le Ministre des Communications.

Article 4 (article 3, § 3, a, alinéa 3, § 4 et § 5, du projet).

§ 1er. Lors de chaque contrôle périodique du tachygraphe et de l'installation dans son ensemble, le contrôleur atteste la conformité des appareils aux prescriptions du règlement en apposant, par rivetage ou de telle manière qu'elle ne puisse être enlevée sans destruction, une plaquette à proximité immédiate de la plaquette d'installation. Cette plaquette porte les mentions suivantes :

- le numéro d'agrément du contrôleur;

- la date du contrôle.

.../...

§ 2. Lorsque, à l'occasion d'un contrôle périodique, le contrôleur constate que le tachygraphe ne fonctionne pas ou fonctionne mal, il en informe aussitôt le Ministre des Communications.

L'installation du tachygraphe dont le contrôleur a constaté qu'elle n'est pas conforme aux prescriptions du règlement doit être immédiatement remise en état.

§ 3. L'échange standard du tachygraphe est autorisé en lieu et place de la réparation de l'appareil défectueux. Dans ce cas l'indice du compteur kilométrique du nouveau tachygraphe est rendu identique à celui du tachygraphe défectueux et le totalisateur est scellé à nouveau.

Article 5 (article 3, § 6, du projet).

Dans les cinq jours ouvrables de leur notification, les décisions du contrôleur peuvent faire l'objet d'un recours introduit à la fois auprès du Ministre des Communications et du Ministre des Affaires économiques par lettre recommandée à la poste.

Le recours est motivé.

Le Ministre des Communications et le Ministre des Affaires économiques statuent conjointement dans les trente jours de l'envoi de la lettre.

.../...

Article 6 (article 4 du projet).

§ 1er. Les personnes physiques ou morales qui effectuent dans leurs locaux les opérations d'installation, de réparation ou de contrôle, doivent être agréées, soit comme installateur ou installateur et réparateur, soit comme contrôleur.

§ 2. ... (comme au projet).

§ 3. ... (comme au projet, mais en supprimant les adresses des services visés).

§ 4. ... (comme au projet).

§ 5. ... (comme au projet, mais en écrivant "visé au paragraphe 4").

§ 6. ... (comme au projet).

§ 7. ... (comme au projet).

§ 8. ... (comme au projet, mais en écrivant, à l'alinéa 1er, "... conformément aux prescriptions du règlement").

§ 9. Le refus d'agrément ou le retrait de celui-ci est motivé et notifié à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

Dans les trente jours de la notification du refus ou du retrait de l'agrément, l'intéressé peut introduire un recours auprès du Ministre des Communications par lettre recommandée à la poste.

.../...

Le Ministre statue par décision motivée, dans les trente jours de l'envoi de la lettre, l'intéressé ou son mandataire éventuellement entendus.

Le recours n'est pas suspensif.

§ 10. Tout installateur, installateur et réparateur ou contrôleur qui cesse ses activités en informe immédiatement le Ministre des Communications et le Ministre des Affaires économiques.

§ 11. Un membre au moins du personnel affecté à l'installation ou à la réparation des tachygraphes doit avoir reçu, chez l'importateur ou le fabricant de l'appareil, une formation relative, selon le cas, à l'installation ou à la réparation du tachygraphe.

Toute modification du personnel ainsi qualifié est immédiatement notifiée au Ministre des Communications et au Ministre des Affaires économiques, avec mention de la date à laquelle le changement a eu lieu.

Article 7 (article 5 du projet).

La période de sept jours prévue à l'article 17, § 5, du règlement est réduite à deux jours pour les membres de l'équipage des véhicules qui effectuent un transport national.

Au terme des périodes visées à l'alinéa 1er, les feuilles d'enregistrement doivent être déposées au siège de l'entreprise. Toute feuille endommagée doit être agrafée à sa feuille de remplacement.

.../...

Article 8 (article 6 du projet).

Le détenteur du véhicule doit remettre aux membres de l'équipage la clé du tachygraphe. En aucun cas, cette clé ne peut être maintenue dans l'ouverture du boîtier.

Article 9 (article 7 du projet).

... (comme au projet, mais en écrivant, à la fin de l'alinéa 1er, "... en cas d'infraction aux dispositions du règlement ainsi qu'à celles du présent arrêté").

Article 10 (article 8 du projet).

§ 1er. ... (comme au projet, sauf à écrire dans la phrase liminaire : "... les infractions visées à l'article 9 ..." (ex 7), au 1. : "les membres de la gendarmerie;" et au 3 : "les fonctionnaires et agents de l'Administration des transports ayant qualité d'officier ou d'agent judiciaire;".

§ 2. ... (comme au projet, sauf à écrire : "En cas de contestation de l'exactitude de l'enregistrement effectué par le tachygraphe, ...".

Article 11 (article 9 du projet).

... (comme au projet, sauf à écrire simplement "le règlement" et à supprimer les mots "(CEE) n° 1463/70 précité").

.../...

Article 12 (articles 10 et 11 du projet).

L'arrêté royal du 23 avril 1971 portant exécution du règlement modifié par les arrêtés royaux du 19 février 1976, du 28 février 1977, du 6 mai 1977, du 30 décembre 1977 et du 2 octobre 1979 est abrogé à la date de l'entrée en vigueur générale du présent arrêté, à l'exception de son article 5, modifié par l'arrêté royal du 19 février 1976, et de son article 6, qui sont abrogés à la date d'entrée en vigueur de l'article 6 (ex 4) du présent arrêté.

Article 13 (article 12 du projet).

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, à l'exception de l'article 6 (ex 4), qui entre en vigueur un an après la date de cette publication.

Article 14 (article 13 du projet).

... (comme au projet, sauf à écrire "économiques")".

+

ANNEXE I.

Au dernier alinéa, il convient de citer tous les règlements qui ont modifié le règlement (CEE) n° 543/69, conformément à ce qui a été proposé pour le préambule du projet d'arrêté.

.../...

ANNEXE II.

Au C., d), il y a lieu d'écrire, conformément à la terminologie retenue pour l'article 4 proposé :

"d) d'un stock de plaquettes de contrôle qui sont à apposer, par rivetage ou de telle manière qu'elles ne puissent être enlevées sans destruction, à proximité immédiate de la plaquette d'installation".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp strekt tot vaststelling van de verordeningsbepalingen die nodig zijn voor de uitvoering van de verordening (EEG) nr 1463/70, van 20 juli 1970, betreffende de invoering van een controleapparaat bij het wegvervoer, welke verordening gewijzigd is door de verordeningen nr 1787/73, van 25 juni 1973, en nr 2828/77, van 12 december 1977.

Het steunt op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg en op de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen.

II. Het ontwerp-besluit beperkt zich niet tot het vaststellen van de bepalingen die nodig zijn voor de uitvoering van de verordening (EEG) nr 1463/70; in veel gevallen neemt het bepalingen daaruit over.

Die werkwijze is vatbaar voor kritiek, niet alleen omdat de verordening (EEG) rechtstreeks toepasselijk is en het dus onnodig is bepalingen eruit over te nemen, maar vooral omdat daardoor in een en hetzelfde koninklijk besluit bepalingen komen te staan die tot 's Konings bevoegdheid behoren en bepalingen waarvoor de Raad van de Europese Gemeenschappen bevoegd is.

In het ontwerp zouden alleen die bepalingen moeten worden behouden die nodig zijn voor de uitvoering van de verordening.

.../...

De gemachtigde ambtenaar heeft zich met die werkwijze en met de hierna voorgestelde teksten akkoord verklaard.

+

OPSCHRIFT.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit houdende uitvoering van de verordening (EEG) nr 1463/70 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 20 juli 1970 betreffende de invoering van een controleapparaat bij het wegvervoer".

AANHEF.

Het tweede lid moet als overbodig vervallen.

Het vierde, het vijfde en het zesde lid moeten als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen, inzonderheid op de artikelen 12 en 15;

Gelet op de verordening (EEG) nr 543/69 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 maart 1969 tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, gewijzigd bij de verordeningen (EEG) nr 514/72 van 28 februari 1972, nr 515/72 van 28 februari 1972, nr 2827/77 van 12 december 1977 en nr 2829/77 van 12 december 1977;

.../...

Gelet op de verordening (EEG) nr 1463/70 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 20 juli 1970 betreffende de invoering van een controleapparaat bij het wegvervoer, gewijzigd bij de verordeningen (EEG) nr 1787/73 van 25 juni 1973 en nr 2828/77 van 12 december 1977;".

BEPALEND GEDEELTE.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het geheel van de bepalingen :

"Artikel 1.-

Alle in België ingeschreven auto's, op de weg gebruikt voor personen- of goederenvervoer, moeten uitgerust zijn met een controleapparaat, "tachograaf" genoemd, waarvan de metingen verschijnen op een registratieblad.

Het eerste lid is niet van toepassing op de auto's vermeld in bijlage 1.

Artikel 2.-

§ 1. Voor de toepassing van hoofdstuk II van de verordening nr 1463/70 van 20 juli 1970 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de invoering van een controleapparaat bij het wegvervoer, gewijzigd bij de verordening (EEG) nr 2828/77 van 12 december 1977, hierna "de verordening" genoemd, wordt het verzoek om goedkeuring van een model van tachograaf of registratieblad door de fabrikant of zijn **gevolmachtigde** ingediend bij het Ministerie van Economische Zaken, Dienst van het Ijkwezen.

.../...

Het verzoek gaat vergezeld van de beschrijvende documenten aan de hand waarvan de gelijkvormigheid van het model met de voorschriften van de verordening kan worden nagegaan.

§ 2. De Minister van Economische Zaken verleent de goedkeuring, schorst ze of trekt ze in. Hij geeft het in artikel 8 van de verordening bedoelde goedkeuringsmerk af.

Artikel 3 (artikel 3, § 2, van het ontwerp).

Op het plaatje bedoeld in hoofdstuk V van bijlage I van de verordening komen de volgende vermeldingen voor :

- naam, adres en erkenningsnummer van de installateur;
- het goedkeuringsnummer van de tachograaf;
- de druk van de luchtbanden uitgedrukt in bar;
- de afmeting van de luchtbanden van de aandrijfwielen;
- de gemiddelde effectieve omtrek van de luchtbanden van de aandrijfwielen uitgedrukt in millimeter;
- de kenmerkende coëfficiënt van het voertuig gebeurlijk gecorrigeerd (+ 1 pct) voor niet-gecarrosseerde voertuigen of tractoren;
- in voorkomend geval, de dubbele brugverhouding;
- in voorkomend geval, de waarde van de regeltandwielen van het aanpassingsorgaan;

.../...

- de datum waarop de kenmerkende coëfficiënt van het voertuig is vastgesteld en de effectieve omtrek van de luchtbanden van de aandrijfwielen is gemeten.

Alleen de installatieplaatjes waarvan het model goedgekeurd is door de Minister van Economische Zaken en de Minister van Verkeerswezen mogen worden gebruikt.

Artikel 4 (artikel 3, § 3, a, derde lid, § 4 en § 5 van het ontwerp).

§ 1. Bij elke periodieke controle van de tachograaf en van de installatie in haar geheel, bevestigt de controleur dat de apparaten in overeenstemming zijn met de voorschriften van de verordening, door in de onmiddellijke nabijheid van het installatieplaatje een plaatje vast te klinken of op zodanige wijze aan te brengen dat het niet kan worden weggenomen zonder te worden vernield. Op dat plaatje komen de volgende vermeldingen voor :

- het erkenningsnummer van de controleur;

- de datum van de controle.

§ 2. Wanneer de controleur, naar aanleiding van een periodieke controle, vaststelt dat de tachograaf niet of slecht werkt, geeft hij daarvan onverwijld kennis aan de Minister van Verkeerswezen.

De installatie van de tachograaf, waarvan de controleur heeft vastgesteld dat ze niet in overeenstemming is met de voorschriften van de verordening, moet onmiddellijk in orde worden gebracht.

.../...

§ 3. In plaats van te worden herstelt, mag het defecte apparaat worden vervangen door een standaard-ruil-apparaat. In dat geval wordt de kilometerstand van de nieuwe tachograaf met die van de defecte tachograaf gelijkgezet en wordt de totaalteller opnieuw verzegeld.

Artikel 5 (artikel 3, § 6, van het ontwerp).

Tegen de beslissingen van de controleur kan bij een ter post aangetekende brief binnen vijf werkdagen na de kennisgeving ervan beroep worden ingesteld bij de Minister van Verkeerswezen en tegelijk bij de Minister van Economische Zaken.

Het beroep wordt met redenen omkleed.

De Minister van Verkeerswezen en de Minister van Economische Zaken doen gezamenlijk uitspraak binnen dertig dagen na de verzending van de brief.

Artikel 6 (artikel 4 van het ontwerp).

§ 1. De natuurlijke personen of rechtspersonen die de installatie, de herstelling of de controle in hun lokalen uitvoeren, moeten erkend zijn, hetzij als installateur of installateur-hersteller, hetzij als controleur.

§ 2. De voorwaarden waaraan de natuurlijke personen of de rechtspersonen moeten voldoen om te worden erkend, zijn bepaald in Bijlage II van dit besluit.

.../...

§ 3. Iedere aanvraag om erkenning als installateur, installateur-hersteller of controleur van tachografen wordt gericht aan het Ministerie van Verkeerswezen, Bestuur van het Vervoer, Directie Bl. Een eensluidend afschrift van die aanvraag wordt gelijktijdig gericht aan het Ministerie van Economische Zaken, Dienst van het Ijkwezen.

§ 4. Daartoe gemachtigde ambtenaren van het Ministerie van Verkeerswezen en van het Ministerie van Economische Zaken gaan bij de aanvrager na of hij de vereiste beroepsbekwaamheid en technische vaardigheid bezit en over de nodige uitrusting beschikt. Deze ambtenaren maken een omstandig verslag op van de gedane vaststellingen.

§ 5. De erkenning wordt door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde verleend of geweigerd op grond van het verslag bedoeld in paragraaf 4.

§ 6. a) Elke erkende installateur, installateur-hersteller of controleur krijgt door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde een identificatienummer toegewezen dat moet worden aangebracht op de verzegelingen die hij verricht.

b) Iedere verzegeling wordt opgetekend in een fichestelsel dat door de met de controle belaste ambtenaren of beambten kan worden nagezien.

§ 7. Op de installateurs, installateurs-herstellers en controleurs wordt controle uitgeoefend door daartoe gemachtigde ambtenaren van het Ministerie van Verkeerswezen en van het Ministerie van Economische Zaken.

.../...

§ 8. De erkenning kan worden ingetrokken wanneer een installatie, een herstelling of een controle niet overeenkomstig de voorschriften van de verordening werd uitgevoerd.

De erkenning kan ook worden ingetrokken wanneer, naar aanleiding van een ijkingscontrole door de ambtenaren bedoeld in paragraaf 7 van dit artikel bij de houder van de erkenning wordt vastgesteld dat niet meer voldaan is aan de voorwaarden voor het installeren, herstellen of controleren van tachografen.

§ 9. De weigering of de intrekking van de erkenning wordt met redenen omkleed en wordt bij een ter post aangetekende brief ter kennis van de betrokkene gebracht.

Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de weigering of van de intrekking van de erkenning kan de betrokkene bij een ter post aangetekende brief beroep instellen bij de Minister van Verkeerswezen.

De Minister doet bij een met redenen omklede beslissing uitspraak binnen dertig dagen na de verzending van de brief, de betrokkene of zijn gevolmachtigde eventueel gehoord.

Het beroep heeft geen schorsende kracht.

§ 10. Ieder installateur, installateur-hersteller of controleur die zijn werkzaamheden stopzet, geeft daarvan onmiddellijk kennis aan de Minister van Verkeerswezen en aan de Minister van Economische Zaken.

.../...

§ 11. Ten minste een lid van het personeel dat aangewezen is voor het installeren of het herstellen van tachografen moet bij de invoerder of bij de fabrikant van het apparaat een opleiding hebben gekregen, al naar het geval, voor het installeren of het herstellen van tachografen.

Iedere wijziging van het aldus gekwalificeerd personeel wordt onmiddellijk ter kennis gebracht van de Minister van Verkeerswezen en van de Minister van Economische Zaken, met vermelding van de datum waarop de verandering heeft plaatsgehad.

Artikel 7 (artikel 5 van het ontwerp).

De periode van zeven dagen, bedoeld in artikel 17, § 5, van de verordening wordt op twee dagen teruggebracht voor de bemanningsleden van de voertuigen die binnenlands vervoer verrichten.

Na afloop van de in het eerste lid bedoelde periodes moeten de registratiebladen op de zetel van het bedrijf worden neergelegd. Elk beschadigd blad moet aan het vervangingsblad vastgehecht worden.

Artikel 8 (artikel 6 van het ontwerp).

De houder van het voertuig moet de sleutel van de tachograaf aan de bemanningsleden afgeven. In geen geval mag deze sleutel in de opening van de doos blijven steken.

.../...

Artikel 9 (artikel 7 van het ontwerp).

... (het eerste lid zoals in het ontwerp, maar aan het slot schrijve men : "... bij overtreding van de bepalingen van de verordening en van die van dit besluit").

De in België vastgestelde overtredingen zijn er strafbaar, zelfs al werden zij op het grondgebied van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen begaan door personen die in het Rijk verblijf houden.

Artikel 10 (artikel 8 van het ontwerp).

§ 1. ... (zoals in het ontwerp, maar in de inleidende volzin leze men : "Met het opsporen van de in artikel 9 (ex 7) bedoelde overtredingen worden, overeenkomstig de ... of de waterweg, belast : "; in de tekst onder 1. : "de leden van de rijkswacht;" en in de tekst onder 3. : "de ambtenaren en beambten van het Bestuur van het Vervoer die de hoedanigheid van gerechtelijk officier of agent hebben;".

§ 2. In geval van betwisting omtrent de juistheid van de registratie door de tachograaf, ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 11 (artikel 9 van het ontwerp).

Wanneer voor het in de verordening bedoelde vervoer een vergunning vereist is en de houder van die vergunning of degene die met het dagelijks beheer van de vergunninghoudende rechtspersoon belast is, bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing veroordeeld is wegens overtreding van de bepalingen van dezelfde verordening, kan de vergunning worden ingetrokken ... (voorts zoals in het ontwerp).

.../...

Artikel 12 (artikelen 10 en 11 van het ontwerp).

Het koninklijk besluit van 23 april 1971 houdende uitvoering van de verordening, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 februari 1976, 28 februari 1977, 6 mei 1977, 30 december 1977 en 2 oktober 1979, wordt opgeheven op de datum van de algemene inwerkingtreding van dit besluit, met uitzondering van artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 februari 1976, en van artikel 6, die worden opgeheven op de datum waarop artikel 6 (ex 4) van dit besluit in werking treedt.

Artikel 13 (artikel 12 van het ontwerp).

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 6 (ex 4), dat een jaar na de datum van die bekendmaking in werking treedt.

Artikel 14 (artikel 13 van het ontwerp).

... (zoals in het ontwerp, maar in de Franse tekst schrijve men "économiques")".

+

BIJLAGE I.

In het laatste lid dient melding te worden gemaakt van alle verordeningen die de verordening (EEG) nr 543/69 hebben gewijzigd, overeenkomstig hetgeen is voorgesteld voor de aanhef van het ontwerp-besluit.

.../...

BIJLAGE II.

In de tekst onder C., d), schrijve men overeenkomstig de terminologie die voor het voorgestelde artikel 4 is aangenomen :

"d) een voorraad controleplaatjes bestemd om in de onmiddellijke nabijheid van het installatieplaatje te worden vastgeklonken of op zodanige wijze te worden aangebracht dat ze niet kunnen worden weggenomen zonder te worden vernield".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre, président,
de Heren : kamervoorzitter, voorzitter,

H. ROUSSEAU, président de chambre,
kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat,
staatsraad,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la
section de législation,

C. DESCHAMPS, assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COLLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.